Veille du SER de Londres Numéro 7 | 19.02.2021



## ACTUALITES SECTORIELLES AU ROYAUME-UNI

Climat, énergie, environnement, industrie, transport

## **SOMMAIRE**

# **Fait Marquant**

• Un rapport parlementaire appelle à utiliser davantage la politique fiscale au service de la relance verte

# Climat & énergie

- Les premières maisons fonctionnant complètement à l'hydrogène vont être dévoilées en avril
- Le Gouvernement écossais invité à adopter une approche plus décentralisée pour atteindre ses objectifs climatiques
- Les factures d'électricité des particuliers pourraient augmenter afin de financer de nouvelles capacités électriques d'ici à l'hiver prochain
- Nouveau record de production d'électricité d'origine éolienne mais pas d'émoji en forme d'éolienne
- Facebook va lancer une expérimentation au RU pour lutter contre la désinformation climatique

## **Environnement**

• Le Gouvernement britannique lance un nouveau centre de recherche sur la finance verte, le 'UK Centre for Greening Finance and Investment' (CGFI)

### **Industrie**

Jaguar Range Rover mise sur l'électrique et souhaite maintenir ouvertes ses usines britanniques

# **Transport**

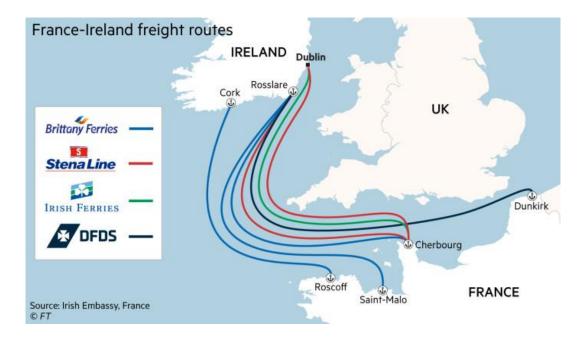
- Les plans d'expansion des aéroports régionaux sont en contradiction avec les objectifs climatiques britanniques
- Coventry dépose un permis de construire pour l'ouverture d'une gigafactory

- Le Gouvernement élargit les aides financières pour le déploiement de points de recharge électriques
- La justice européenne rejette les recours de Ryanair contre les aides publiques apportées à ses concurrents

### **FAIT MARQUANT**

Un rapport parlementaire appelle à utiliser davantage la politique fiscale au service de la relance verte - Dans un rapport publié le 17 février intitulé « Growing back better : putting nature and net zero at the heart of the economic recovery », l'Environmental Audit Committee (EAC), la commission parlementaire chargée de contrôler l'efficacité des politiques publiques dans le domaine de l'environnement, a appelé le Chancelier de l'Echiquier Rishi Sunak à se saisir pleinement de l'outil fiscal pour dynamiser les investissements bas carbone. La commission appelle notamment à une baisse de la TVA sur les produits et services dits verts (mesures d'efficacité énergétique des bâtiments, travaux dans la construction bas carbone et promotion de produits recyclés ou réutilisés) et à la création d'un National Nature Service pour protéger la vie sauvage. Elle propose de lancer dès à présent une réflexion sur la mise en place d'une taxe carbone à l'assiette large dans les différents secteurs de l'économie, parallèlement à l'instauration d'un mécanisme de taxation du carbone aux frontières. Le rapport suggère également la refonte du dispositif Green Home Grant (cf. veille n°6) qui se verrait amputé d'1 Md£ sur les 1,5 Md£ promis initialement d'ici à mars 2022, la publication rapide de différents documents et stratégies notamment dans le domaine de la capture et du stockage du carbone et de l'hydrogène afin de donner de la visibilité aux entreprises. L'inclusion dans l'Environmental Bill de cibles ambitieuses, la mise en place rapide d'une chaîne d'approvisionnement en matière de batteries électriques, l'accompagnement financier des collectivités territoriales dans la mise en place de zones à faibles émissions et l'alignement des agendas climat et biodiversité figurent également parmi les priorités du rapport. Les parlementaires demandent par ailleurs au Gouvernement de vérifier que le programme de construction de nouvelles routes, doté de 27 Md£, est bien compatible avec les engagements pris dans le domaine de l'environnement. Ils invitent enfin le Gouvernement à renforcer les conditionnalités environnementales attachées aux financements publics dont bénéficient les entreprises, alors que cela n'a pas été le cas pour les compagnies aériennes qui ont bénéficié de soutiens au printemps 2020. Ce rapport fait suite à un rapport du National Audit Office paru la semaine dernière, qui soulignait que le Trésor britannique avait une compréhension limitée de la façon dont le système fiscal aidait à remplir les principaux objectifs environnementaux.

LE GRAPHIQUE DE LA SEMAINE



<u>Les données de janvier</u> suggèrent qu'en raison du Brexit, plus de la moitié des voyages annuels de fret entre la France et l'Irlande qui utilisaient auparavant le Landbridge (transit routier entre l'Irlande et l'UE via la Grande-Bretagne) pourraient désormais emprunter la route maritime directe entre l'Irlande et la France. Les restrictions temporaires de voyage dues à la pandémie de Covid-19 ont également pu contribuer à ce changement.

### **CLIMAT & ENERGIE**

Les premières maisons fonctionnant complètement à l'hydrogène vont être dévoilées en avril – <u>Le Gouvernement</u> a confirmé que les premières maisons fonctionnant totalement à l'hydrogène,

construites à Gateshead dans le nord de l'Angleterre et qui serviront de vitrine à l'usage de hydrogène dans la sphère domestique, allaient être dévoilées d'ici à 2 mois. Financées grâce au programme <u>Hy4 Heat Innovation programme</u>, elles fonctionneront grâce aux entreprises de gaz *Northern Gas Networks* et *Cadent* qui ont chacune contribué à hauteur de 250 000 £ au projet. Ces maisons doivent permettre au public d'apprécier comment fonctionnera un habitat individuel n'émettant pas de carbone pour le chauffage et l'utilisation des différents appareils domestiques.

Le Gouvernement écossais invité à adopter une approche plus décentralisée pour atteindre ses objectifs climatiques — Des chercheurs de l'Université d'Edimbourg ont appelé le Gouvernement écossais, dans un rapport récent, à donner plus de pouvoirs aux autorités locales en vue de l'atteinte de l'objectif écossais de neutralité carbone d'ici à 2045. Les chercheurs se sont basés sur l'exemple de la gestion de la pandémie, largement dévolue aux Nations au RU, pour tirer des enseignements qui, selon eux, pourraient être répliqués dans la lutte contre le changement climatique. Ils appellent notamment à ce que chaque city regions (les six principales agglomérations écossaises, dont Edimbourg et Glasgow) déterminent leurs propres budgets carbone (limites d'émissions de C02) tout en s'appuyant sur des moyens financiers éventuellement délégués par le Gouvernement Ecossais. Les villes de Glasgow et Edimbourg se sont par exemple engagées à devenir neutres en carbone d'ici à 2030 et non 2045 comme s'y est engagé le Gouvernement écossais, alors que le RU vise à atteindre la neutralité carbone en 2050.

Les factures d'électricité des particuliers pourraient augmenter afin de financer de nouvelles capacités électriques d'ici à l'hiver prochain – Le RU pourrait selon *National Grid*, le gestionnaire du réseau d'électricité du RU, connaître des coupures de courant dues à un déficit de capacités électriques l'hiver prochain si rien n'était fait d'ici là, alors que certaines entreprises qui s'étaient

engagées à construire de nouvelles capacités électriques d'ici à 2021-2022, dans le cadre du marché de capacité (*capacity market*), ne seraient plus en mesure de tenir leurs engagements. Alors que certaines de ces entreprises seraient confrontées à des problèmes d'approvisionnement en charbon, d'autres pourraient faire face à des maintenances obligatoires, à des fermetures ou pourraient ne pas être achevées à temps. Le marché de capacité permet au Gouvernement de passer des contrats avec les entreprises de production d'énergie (gaz, charbon, nucléaire et batteries), visant à s'assurer qu'assez d'électricité est produite lors des pics de consommation en période hivernale. *National Grid*, le gestionnaire du réseau d'électricité a indiqué que le système, qui faisait déjà face à un risque de coupure actuellement, pourrait se retrouver dans une situation encore plus difficile l'année prochaine. Le <u>Gouvernement</u> a ainsi décidé d'augmenter dans l'année à venir le besoin de capacités supplémentaires, le faisant passer de 400 MW à 2,4 GW via un système d'enchères dans lequel vont se positionner les principaux producteurs d'électricité. D'autres enchères ont également été lancées pour anticiper les besoins électriques du RU d'ici 2024-2025, portant sur 40 GW de nouvelles capacités. La construction de ces nouvelles capacités pourrait se traduire in fine par une hausse des factures d'électricité des particuliers.

Nouveau record de production d'électricité d'origine éolienne mais pas d'émoji en forme d'éolienne – Selon les données de l'entreprise <u>Drax</u> spécialisée dans l'énergie (biomasse), le RU a battu le 13 février, avec 17,6 GW d'électricité de source renouvelable produite, soit 43 % de la production totale d'électricité ce jour-là, le record établi le 18 décembre dernier (17,4 GW), les énergies carbonées (charbon et gaz) représentant près de 22 %. Appelé par *RenewableUK*, la fédération britannique en charge des énergies renouvelables à intégrer une éolienne dans la liste des émojis des téléphones portables, l'autorité en charge de la promotion et de l'internationalisation des standards informatiques *The Unicode Consortium* a refusé au motif qu'une éolienne se confondait avec le moulin qui y figure déjà. *EnergyUK* et l'organisation à but non lucratif *Possible* estimaient qu'un émoji en forme d'éolienne pouvait contribuer à promouvoir les énergies renouvelables dans un but éducatif.

Facebook va lancer une expérimentation au RU pour lutter contre la désinformation climatique — le réseau social californien <u>a déclaré</u> qu'il comptait lutter davantage contre la désinformation climatique dans le cadre d'une expérimentation au RU. Facebook va ainsi tester une nouvelle fonctionnalité (labels) qui apparaîtra sous certains messages et commentaires et qui renverra les utilisateurs vers le Climate Science Information Center (CSIC) de Facebook, qui contient des informations vérifiées dans le domaine de l'environnement. Facebook n'a pas précisé quels messages recevront cette étiquette mais l'expérimentation devrait être proche de celle mise en place lors de l'élection présidentielle américaine de novembre qui permettait, de manière algorithmique, de mettre une étiquette sous certains messages pouvant être considérés comme relevant de la désinformation. Facebook travaillera avec des experts du climat y compris de l'université de Cambridge, pour produire les contenus mis en ligne sur son CSIC.

# **ENVIRONNEMENT**

Le Gouvernement britannique lance un nouveau centre de recherche sur la finance verte, le 'UK Centre for Greening Finance and Investment' (CGFI) - Ce nouveau centre, dont l'ouverture est prévue pour avril 2021, sera financé à hauteur de 10 M£ par le gouvernement britannique et basé à Londres et à Leeds. Il sera dirigé par une coalition d'acteurs universitaires (dont l'Université d'Oxford en tête de file) et des institutions de recherche de renom international dans le domaine de l'analyse de données, telles que The Alan Turing Institute. Le centre a pour objectif de devenir une infrastructure de recherche de haut niveau sur la finance verte, fournissant des données et analyses environnementales et climatiques et soutenant les activités d'investissement vert des banques, investisseurs et assureurs, y compris dans les PME et les start-ups. Ainsi, le centre cherchera à développer de nouveaux produits et services tels que, par exemple, des outils permettant de mieux mesurer le bilan carbone d'un portefeuille d'investissement. Par ailleurs, la « spatial finance » - soit

l'étude des risques associés à la localisation géographique précise d'un actif (ex : exposition au stress hydrique d'une centrale électrique) - sera une des priorités de recherche du CGFI. Enfin, le centre travaillera également sur les risques dits 'de transition'.

## **INDUSTRIE**

Jaguar Range Rover mise sur l'électrique et souhaite maintenir ouvertes ses usines britanniques – Quelques jours avant Ford, qui <u>a annoncé</u> ce mercredi qu'il ne vendrait plus que des voitures électriques en Europe d'ici 2030, le nouveau Président-directeur général de Jaguar Land Rover, Thierry Bolloré, <u>a annoncé</u> lundi 15 février que la marque Jaguar passerait au tout-électrique dès 2025. La marque Land Rover devrait pour sa part lancer son premier modèle 100 % électrique en 2024 et tous ses modèles devraient être disponibles en version électrique en 2030, l'objectif du groupe étant de vendre au moins 60% de Land Rover électriques d'ici la fin de la décennie. Pour s'adapter aux normes d'émission et aux nouvelles exigences des Gouvernements en matière de mobilité, le constructeur souhaite mettre progressivement fin à la production de véhicules thermiques et atteindre la neutralité carbone d'ici 2039. Le groupe prévient que cette transformation devrait entraîner une réduction sensible de ses activités « hors production » au Royaume-Uni, sans donner plus de détail sur les répercussions possibles en termes d'emplois. Si le groupe a annoncé qu'il ne souhaitait fermer aucune de ses <u>usines britanniques</u>, il devrait cependant réduire progressivement la production de véhicules à <u>Castle Bromwich</u> et transférer certaines productions vers son usine de Solihull (West Midlands).

## **TRANSPORT**

Les plans d'expansion des aéroports régionaux sont en contradiction avec les objectifs climatiques britanniques — Malgré les difficultés que rencontre le secteur aérien, les aéroports régionaux — dont Stansted, Luton, Gatwick et Southampton — poursuivent d'importants <u>plans d'expansion</u>. Face à ces volontés de croissance, le *Climate Change Committee*, organe consultatif indépendant du Gouvernement, a proposé de plafonner le nombre de passagers à 365 millions d'ici 2050, contre 297 millions en 2019, pour répondre à l'objectif de neutralité carbone du Royaume-Uni. Le Gouvernement doit décider d'ici le mois de juin s'il souhaite faire entrer cette mesure dans la loi. Lors de <u>l'Assemblée des citoyens sur le changement climatique de septembre 2020</u>, les participants avaient « rejeté catégoriquement » les <u>projections du secteur aérien</u> selon lesquelles le nombre de passagers augmenterait de 65 % entre 2018 et 2050, affirmant que cela serait « contre-productif » dans la lutte contre le changement climatique. Le secteur de l'aviation pourrait en effet devenir le plus grand contributeur aux émissions de gaz à effet de serre du pays <u>d'ici 2050</u>, en particulier si la demande continue d'augmenter.

Coventry dépose un permis de construire pour l'ouverture d'une gigafactory – Coventry, près de Birmingham, pourrait accueillir la prochaine gigafactory du Royaume-Uni. La municipalité et l'aéroport de la ville vont s'associer dans le cadre d'une joint-venture qui devrait soumettre d'ici la fin 2021 un permis de construire, dans l'espoir d'attirer des investissements de la part de producteurs de batterie ou de constructeurs automobiles et de démarrer la production d'ici 2025. Si ce projet voit le jour, il pourrait contribuer à maintenir la production automobile au cœur de la région des West Midlands, à proximité de plusieurs constructeurs, dont Jaguar Land Rover. Le directeur général du groupe a d'ailleurs souligné lors de l'annonce de sa nouvelle stratégie (voir supra) qu'il serait « très heureux » que des gigafactories s'installent au Royaume-Uni, soulignant qu'« il serait logique, en termes de chaîne d'approvisionnement, d'être à proximité de n'importe quelle usine de batteries ». Jusqu'alors, seule la start-up BritishVolt avait annoncé son projet de gigafactory, à Blythe, au nord de Newcastle, sans toutefois avoir réuni à ce stade les financements nécessaires à la construction de sa première phase.

Le Gouvernement élargit les aides financières pour le déploiement de points de recharge électriques – Le ministère des transports (*DfT*) a annoncé <u>samedi 13 février</u> l'actualisation de ses programmes d'aide avec une dotation de 50 M£ pour encourager l'utilisation des véhicules électriques par les PME, le secteur caritatif et les personnes locataires de leur logement. Le <u>programme de recharge des véhicules électriques à domicile (EVHS)</u>, qui prévoit jusqu'à 350 £ d'aide à l'installation par borne de recharge, se poursuivra en 2022 et sera étendu aux personnes vivant dans des logements en location, tandis que le <u>programme de recharge sur le lieu de travail (WCS)</u> sera ouvert aux PME et au secteur caritatif. Ces changements permettront notamment aux petites entreprises d'hébergement, telles que les chambres d'hôtes, de bénéficier de ce financement, et donc de renforcer la couverture en points de recharge des zones rurales. Cet investissement intervient au moment où le ministère <u>lance une consultation</u> sur l'amélioration de l'expérience de recharge et qu'il <u>s'est engagé</u> à ce qu'il devienne « plus facile » de recharger une voiture électrique que de faire le plein d'un véhicule thermique.

La justice européenne rejette les recours de Ryanair contre les aides publiques apportées à ses concurrents – La justice européenne a rejeté ce mercredi 17 février le recours de Ryanair contre les aides publiques apportées à des compagnies aériennes concurrentes dans le cadre de la pandémie de Covid-19. Dans deux arrêts séparés, la Cour de justice de l'Union européenne a jugé conformes au droit de l'Union les dispositifs mis en place par la France et la Suède pour sauver leurs compagnies aériennes Air France et SAS, et a rejeté les recours introduits par Ryanair. La compagnie, qui a déposé plusieurs plaintes visant d'autres pays, a immédiatement annoncé sa volonté de faire appel.







Copyright – tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité – le service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Veille rédigée par Gautier HOUEL et Margot BLOCH et relue par Stanislas GODEFROY.